

BILAN SIMPLIFIE DE DEUX ANNEES D'ACTION GOUVERNEMENTALE
dans la Concrétisation des Engagements pris envers les Rapatriés
par le Président de la République

Deux années se sont écoulées depuis les promesses, confirmées par les engagements des 31 mars, 6 et 16 avril 2007 du Président de la République, à la veille de son élection, il apparaît bien naturel de dresser un point d'étape des réalisations concrètes dont la mise en œuvre repose pour l'essentiel sur l'action gouvernementale.

« Je veux sortir d'une situation où nous sommes depuis trop longtemps, dans laquelle l'Etat promet constamment de faire un peu plus sans jamais tout à fait faire ce qu'il faut te les rapatriés espèrent à chaque élection ce qui n'arrive jamais ou qui arrive si tard que les déceptions et les rancœurs s'en trouvent aiguës » avait déclaré le Président, avant de conclure *« Ensemble nous ferons bouger les choses, je m'y engage »*.

Déceptions et rancœurs ont gagné à nouveau notre Communauté. Le rôle du Haut Conseil des Rapatriés était d'alerter les Autorités gouvernementales. C'était le sens de notre message du 4 décembre 2008 au Premier Ministre et de notre demande d'entretien, restée sans effet jusqu'à ce jour, motivant notre démission.

Les thèmes de la repentance et du 19 mars 1962, particulièrement, n'ont pas manqué de soulever l'indignation des Français rapatriés qui déplorent les atermoiements relevés dans le traitement des principaux dossiers mémoriels et de réparations matérielles.

Repentance : *« mon premier engagement est de ne jamais sombrer dans la démagogie de la repentance »* ou *« au peuple de l'ancien empire français, nous devons offrir non l'expiation mais la fraternité »*. La réalité est bien éloignée, en dépit des (ou grâce aux ?) grands écarts (d'équilibre comme de langage) de nos différents ministres et ambassadeurs en Algérie.

Commémoration du 19 mars 1962 : *« il n'est pas question que le 19 mars soit une date officielle de commémoration. Il est arrogant de condamner ou mépriser la douleur qui fut la vôtre »* ou *« c'est par respect pour vous que je n'accepterai pas que la date officielle de la commémoration de la guerre d'Algérie soit celle d'un cessez-le-feu, qui de surcroît n'a pas été respecté »*. Les dérapages ministériels abondent et la participation des Autorités civiles et militaires constitue un outrage que nous ne pouvons supporter.

Au plan mémoriel

Mémorial pour la France Outre-Mer: *« le mémorial devra être inauguré (à Marseille) en 2009 et les associations de Rapatriés ont vocation à participer au comité de pilotage »*. Ce projet, essentiel, est manifestement abandonné aujourd'hui.

Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie ou Monument national à tous ceux venus d'Outre-mer : ces engagements demeurent assez flous ; le premier peine à voir le jour, le second semble abandonné.

Réparations dues aux victimes civiles : *« outre la mémoire due aux disparus, je souhaite que les victimes françaises innocentes de cette guerre, jusqu'à l'indépendance, et je pense tout particulièrement aux victimes du 26 mars, se voient reconnaître la qualité de « Morts pour la France » et que leurs noms figurent sur une stèle officielle »*. Pour les Disparus, seuls les travaux de recherches se poursuivent lentement mais se heurtent toujours, à notre grand regret, à l'inaccessibilité des archives de l'armée et de la gendarmerie. Quant aux autres victimes – et notamment à celles du 26 mars 1962 – les entraves de nature politique font toujours obstacle à la manifestation de la vérité...

Reconnaissance de responsabilité envers les Harkis : *« Si je suis élu Président de la République, je veux reconnaître officiellement la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des Harkis »*. Cette reconnaissance, solennellement promise et confirmée depuis, n'a toujours pas été proclamée.

Cimetières : *« je proposerai que la participation de l'Etat au fonds de concours pour la réhabilitation des cimetières français en Algérie soit doublée »*. L'engagement financier a été tenu mais les regroupements priment aujourd'hui sur les réhabilitations ; saccages et profanations se multiplient dans ce pays où l'ordre a cédé la place à la brutalité la plus anarchique, sans réaction de la part de notre gouvernement.

Réparations matérielles

Désendettement : *« pour les rapatriés ou (leurs) enfants mineurs qui n'ont pu bénéficier du dispositif C.N.A.I.R., je donnerai des instructions et des moyens aux préfets pour qu'ils puissent intervenir en faveur de la sauvegarde du toit familial »*. C'est l'un des rares domaines où, malgré obstacles et insuffisances, des avancées ont été enregistrées.

Indemnisation : *« le dossier de l'indemnisation n'est pas clos. Je souhaite que nous parvenions à clore votre dossier dans la dignité et le respect... Je veux qu'une commission indépendante établisse précisément un état des lieux... notamment sur les taux d'indemnisation... J'attends qu'elle nous présente des propositions et un calendrier pour régler le dossier avant la fin de l'année 2007. Et nous prendrons les mesures dans le cadre du budget pour l'année 2008 »*. Le Conseil économique et social n'a pas rempli la mission principalement confiée et le calendrier précisément fixé n'a pas été respecté...

Retraites : ce dossier, comme nombre d'autres, est resté en l'état.

Ce constat, très décevant globalement, rend particulièrement urgente l'adoption de mesures concrètes propres à rassurer la population rapatriée qui s'était montrée sensible aux engagements pris par le Président de la République. Ces engagements ne couvraient d'ailleurs pas l'intégralité de ses revendications et notamment les questions touchant à la reconnaissance

de responsabilité dans l'abandon et l'exode des Français d'Algérie, l'enseignement de l'histoire, l'état civil, les archives, l'armée d'Afrique, le respect de notre liberté de recueillement ici, de nos tombes là-bas, la recherche de nos Disparus...

Les membres démissionnaires du H.C.R.